

Europe

ANNULATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN ROUMANIE : UN SÉISME À LA RÉPLIQUE INATTENDUE

Alexandre Riou

12/12/2024

Fait unique en Roumanie et très rare en Europe, le second tour de l'élection présidentielle roumaine a été annulé par la Cour constitutionnelle. Ce scrutin devait opposer le candidat d'extrême droite, Călin Georgescu, à une candidate libérale et pro-européenne, Elena Lasconi. D'importantes irrégularités dans le processus électoral ainsi qu'une possible ingérence extérieure de la Russie ont motivé cette décision historique d'annulation. Alexandre Riou, doctorant en histoire contemporaine de l'Europe médiane, analyse ici les raisons de ce jugement de la Cour constitutionnelle.

Initialement, le week-end des 7 et 8 décembre dernier aurait dû être celui du second tour de l'élection présidentielle en Roumanie, qui devait opposer Elena Lasconi, la candidate pro-européenne du parti libéral USR¹, au candidat « surprise » d'extrême droite pro-russe, Călin Georgescu. Ce dernier alors crédité de seulement quelques pourcents dans la totalité des sondages, jusqu'au jour même du premier tour, était alors arrivé largement en tête² devant celui qui alors faisait figure de favori, l'actuel Premier ministre et président³ du PSD (Parti social-démocrate), Marcel Ciolacu. Face à des résultats déroutants et bien vite entachés du soupçon de l'insincérité du scrutin, un grand nombre de recours ont été déposés auprès des autorités électorales et de la Cour constitutionnelle⁴.

Alors que les élections législatives s'étaient tenues le week-end du 1^{er} décembre et que les électeurs roumains s'apprêtaient à retourner aux urnes pour le second tour de l'élection présidentielle, le week-end du 8 décembre, une annonce de la Cour constitutionnelle intervint le vendredi 6 décembre dans l'après-midi pour annuler le scrutin. Au séisme du premier tour s'ajoute donc la réplique, avec une décision inédite et motivée par des circonstances aussi exceptionnelles qu'inquiétantes, celles d'une altération du scrutin par des procédés frauduleux et une ingérence étrangère.

Au lendemain du premier tour de l'élection et de l'arrivée en tête du candidat pro-russe Călin Georgescu, face aux nombreuses zones d'ombre entourant ce résultat de près de 23% des suffrages – que ce soit du point de vue de ses dépenses de campagne déclarées de 0 lei⁵ ou encore de l'usage de la plateforme TikTok sur laquelle il a bâti l'entièreté de sa campagne –, le président en exercice Klaus Iohannis a décidé de convoquer un conseil de sécurité nationale, en parallèle de la demande du Conseil national de l'audiovisuel d'ouverture d'une enquête auprès de la Commission européenne contre la plateforme TikTok.

Les résultats mystérieux au cœur d'une enquête d'ingérence

Ce sont les résultats des enquêtes diligentées par les différents services de renseignement et des communications spéciales qui ont motivé la Cour constitutionnelle à prendre cette décision historique et qui démontrent, si besoin est, les manœuvres inédites au sein de l'Union européenne pour tenter d'infléchir de manière frauduleuse le cours d'une élection, avec une stratégie aussi sophistiquée et qui aurait pu aboutir. Par ailleurs, mais nous y reviendrons, si les tentatives ont échoué du point de vue électoral strict, peut-être celles-ci ont-elles hélas réussi en imprégnant l'opinion d'idées fallacieuses et en donnant le sentiment d'une élection « volée ».

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le chef de l'État, en concertation avec les ministères concernés, a pris la décision de déclassifier les documents relatifs⁶ à cette enquête et ses conclusions afin que la transparence soit totale et que la population roumaine comprenne les raisons objectives qui ont amené la Cour constitutionnelle à se prononcer en faveur d'une mesure aussi exceptionnelle.

Cette enquête regroupe les investigations de plusieurs services de sécurité – le service de renseignement intérieur, le service de renseignement et d'action extérieurs, le service des télécommunications spéciales et, enfin, le ministère de l'Intérieur – et les conclusions que nous avons pu constater sont pour le moins édifiantes et méritent d'être présentées, notamment les principaux points attestant d'actions hostiles⁷.

Il ressort de ces différents rapports que les résultats obtenus par le candidat pro-russe relèvent d'une campagne de promotion agressive dont le but était de contourner la législation nationale en matière de droit électoral. Ces rapports révèlent aussi l'usage des algorithmes d'une plateforme de réseaux sociaux pour accroître de manière accélérée sa popularité – en l'occurrence la plateforme TikTok –, notamment par l'implication du compte de cette plateforme intitulé Bogpr, appartenant au citoyen roumain Bogdan Peșchir⁸, lequel s'en servait pour financer la promotion du candidat Călin Georgescu.

En outre, il a également été indiqué un nombre impressionnant d'attaques informatiques orchestrées par un acteur étatique contre les infrastructures informatiques et de communication de support du processus électoral. Le rapport du service des télécommunications spéciales⁹ et de l'Autorité électorale permanente¹⁰, adressé au président, font état de plus de 85 000 attaques.

Pour le service de renseignement et d'action extérieures, la Roumanie est une cible pour les actions hybrides telles que des attaques informatiques, de la fuite d'informations ou encore du sabotage. Par ailleurs, ce rapport mentionne également – fait particulièrement intéressant – qu'en 2024, la situation politique roumaine a été abordée dans des *talk-shows* en Russie. Au cours de ces émissions, les animateurs avançaient l'idée que les forces pro-russes pourraient obtenir plus de 30% à l'occasion des élections parlementaires du mois de décembre. Un scénario qui s'est vérifié en parallèle de l'élection présidentielle. Enfin, un rapport du ministère de l'Intérieur, lui aussi rendu public à l'occasion de cette déclassification, mérite une attention particulière, car il est peut-être le signal le plus inquiétant. En effet, les services du ministère ont identifié un schéma d'actions identique à celui mis en œuvre en Ukraine en amont de l'invasion russe lorsqu'il a été interféré dans le cours de l'élection présidentielle. Selon ce rapport, la campagne « Équilibre et verticalité »¹¹ est liée à une campagne similaire qui s'est déroulée quelques années plus tôt en Ukraine. Elle visait à identifier les caractéristiques du président idéal avec celles de Călin Georgescu grâce à un nombre élevé de commentaires qui précisaient son nom. Les deux campagnes se sont déroulées *via* la manipulation de micro-influenceurs.

Sans entrer dans le détail de la manipulation mise en place, il s'agissait de reprendre en permanence ces termes dans des vidéos sans prononcer le nom du candidat directement. Des termes repris en permanence par le candidat en personne, créant ainsi une association immédiate pour les personnes voyant les nombreuses vidéos TikTok circuler. En outre, de faux comptes ou des « comptes dormants » ont été créés ou réveillés en même temps avec le même contenu et se sont autoalimentés afin de faire grimper la visibilité du candidat.

Selon la Cour constitutionnelle, le caractère sincère du vote a de ce fait été bafoué par un ensemble d'irrégularités et ce à toutes les étapes de la campagne, et de multiples violations de la législation électorale ont été constatées¹². Cela a eu pour conséquence de fausser la sincérité du scrutin.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Une mesure inédite à la portée politique incertaine

Cette décision, bien que dûment motivée par des éléments accablants de contournement de la législation électorale et d'une tentative de manipulation du scrutin avec un niveau de sophistication encore peu connu, à laquelle se mêlèrent des attaques informatiques contre les infrastructures d'État liées au processus électoral, ne fit pas l'unanimité dans la classe politique roumaine. Nous pourrions même dire que les avis des différents partis et des différentes personnalités furent pour le moins mitigés.

Concernant le PSD (Parti social-démocrate), le Premier ministre Marcel Ciolacu estime que cette décision était nécessaire et la soutient eu égard aux éléments apportés. À l'inverse, nombre de personnalités politiques la fustigent, tels que Ludovic Orban, ancien dirigeant du PNL (Parti national-libéral) et ancien Premier ministre, indiquant que « cette décision a le caractère d'un coup d'État », ou encore le président d'UDMR (Parti des Hongrois de Roumanie), Hunor Kelemen, qui estime quant à lui que le président Klaus Iohannis ne doit pas prolonger son mandat au-delà de ce qui était initialement prévu avant ce report de scrutin, c'est-à-dire au-delà du 21 décembre. Elena Lasconi, la finaliste jusqu'alors qualifiée au second tour, a de son côté déclaré que l'État roumain a « piétiné la démocratie » et que la décision de la Cour constitutionnelle est « illégale, immorale et écrase l'essence de la démocratie ». Le second tour aurait dû être maintenu pour « respecter la volonté du peuple roumain ». Sans vouloir prendre position, il faut tout de même souligner qu'un tel discours est commode lorsque l'on sait que la candidate est la grande perdante de cette annulation. En effet, sa position de finaliste face à Călin Georgescu était loin de faire « bloc » et de susciter une mobilisation massive de l'électorat¹³. Comme le montre par ailleurs le sondage évoqué précédemment, le risque d'une défaite de sa part, malgré un appel de soutien clair¹⁴ des principaux partis démocratiques du pays, n'était pas non plus un scénario à exclure.

Parmi les principaux candidats d'extrême droite, George Simion, d'AUR¹⁵, s'est exprimé sur les réseaux dans un registre fleuri pour dénoncer cette décision, tout en indiquant qu'il ne participerait pas à des manifestations de dénonciation car, selon lui, cette bataille contre cette atteinte démocratique doit se mener et se gagner « dans un cadre démocratique ». Une position qui a le mérite de la facilité car, s'il a appelé très précocement à voter pour Călin Georgescu au soir du premier tour, bien avant l'annonce du résultat final, n'oublions pas qu'il était avant tout l'un des principaux favoris pour accéder au second tour. Cette situation n'est donc pas dénuée d'intérêt

pour lui, d'autant que les élections législatives du 1^{er} décembre l'ont placé en position de force derrière le PSD. Un score inédit pour l'extrême droite roumaine. Lorsqu'on y ajoute les voix obtenues par les deux autres formations d'extrême droite POT et SOS, le bloc dépasse les 30%. Des résultats historiquement hauts dont il apparaît comme l'un des grands gagnants.

Enfin, concernant Călin Georgescu, ce dernier a déclaré que « les choses ne vont pas en rester là » et il a fait référence à « un coup d'État » et que « l'État de droit serait en coma induit ». Pour autant, ses protestations ne semblent guère avoir été suivies.

L'Église roumaine avait quant à elle publié un communiqué officiel demandant au clergé et aux fidèles de ne pas s'impliquer dans des événements menaçant la paix sociale et contrevenant à la loi¹⁶.

Enfin, il convient de mettre en avant un élément grave relayé par la presse : l'arrestation d'Horațiu Potra, mercenaire franco-roumain qui a œuvré en Afrique, et plus spécifiquement au Congo. Ce dernier ne serait autre que le chef de la sécurité du candidat Georgescu. Il a été appréhendé par la police dans une voiture roulant vers Bucarest avec à son bord de l'argent, mais surtout un véritable arsenal. D'autres de ses complices, des mercenaires, ont également été arrêtés par la police roumaine alors qu'ils faisaient route vers la capitale et une liste de noms de responsables politiques et de journalistes aurait été retrouvée à bord d'un des véhicules, selon la presse roumaine. On ne sait pas pour le moment quelles étaient leurs intentions réelles. Le 9 décembre dernier, alors que le candidat Georgescu niait connaître cet individu, la presse a exhumé des photographies sur lesquelles nous pouvons les voir ensemble. On voit bien que cette élection inédite prend une tournure toute autre et les ramifications autour du candidat arrivé en tête avant l'annulation n'ont certainement pas livré encore tous leurs secrets.

Désormais, le processus va repartir de zéro, y compris pour l'inscription et la validation des candidatures. Il y aura donc très certainement quelques changements qui vont tenir compte des résultats du premier tour annulé. Le premier des changements auquel nous pouvons penser concerne le candidat du PNL, qui avait subi une défaite historique. Dans le sillage de sa déroute, il avait démissionné de la présidence du parti. Sans trop nous avancer, le nouveau président par intérim, Ilie Bolojan, en charge des négociations pour la coalition gouvernementale au nom du PNL, pourrait être un candidat crédible. Il a déjà été interrogé à ce sujet, laissant planer le doute. Une chose est certaine : comme nous l'évoquons un peu plus haut, Elena Lasconi est la grande perdante sur le plan électoral de cette annulation et, à l'inverse, Marcel Ciolacu, l'actuel Premier ministre, pourrait bénéficier de cette décision, car s'il demeure loin de faire l'unanimité dans la société roumaine, le choc engendré par l'arrivée en tête d'un candidat extrémiste pro-russe

pourrait pousser de nombreux électeurs à se tourner massivement vers celui qui apparaît, d'une part, comme le plus à même de l'emporter et, d'autre part, dont le parcours ne pose guère de questions de légitimité pour l'exercice de la fonction, eu égard à son expérience des responsabilités. Ce ne serait pas un vote de conviction mais de raison. Ce ne sont là que des hypothèses qui demandent à être confirmées dans les jours et semaines à venir, car la situation évolue assez vite.

Par ailleurs, et preuve de la volatilité de la situation, la chaîne d'informations Digi24 nous apprenait le 10 décembre la formation d'une coalition réunissant PSD, PNL, USR et UDMR sur la base d'une orientation de gouvernance pro-européenne et surtout de discussions autour d'un potentiel candidat pro-européen commun à l'élection présidentielle¹⁷ qui ne serait aucun des précédents candidats, ni même Ilie Bolojan dont nous parlions précédemment. S'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions de ces annonces qui demanderont à être confirmées dans les faits, c'est en l'état une redéfinition inédite de la scène politique roumaine qui semble s'opérer sous nos yeux.

La situation mérite donc une attention toute particulière en raison du caractère inédit des événements, à savoir l'annulation du premier tour d'une élection présidentielle dans un contexte de manipulation à grande échelle, très certainement orchestrée par une puissance étrangère hostile à l'Union européenne dans un pays stratégique. Si l'on sait que des interférences sont de plus en plus présentes au sein de l'Union européenne pour influencer les opinions publiques et des formations politiques, le cas de la Roumanie marque un pas supplémentaire dont il convient de saisir la portée. En outre, et c'est déjà ce que nous indiquions dans la note précédente¹⁸, s'il y a bien des éléments objectifs attestant d'une manipulation électorale et que celle-ci a pu être déjouée, il ne faut pas voir le résultat du candidat Georgescu comme un épiphénomène. Une extrême droite hostile à l'Union européenne et sensible à une orientation pro-russe semble tout de même émerger dans des proportions non négligeables dans l'électorat roumain. Ce phénomène sera à suivre de très près lors du prochain scrutin présidentiel.

1. *Uniunea Salvați România* (Union sauvez la Roumanie), parti politique fondé en 2016 et qui s'inscrit notamment autour de la lutte contre la corruption, un certain libéralisme ou encore une orientation résolument pro-européenne. Au Parlement européen, ils siègent au sein du groupe Renew Europe.
2. Alexandre Riou, *Roumanie : le séisme du premier tour de l'élection présidentielle*, Fondation Jean-Jaurès, 5 décembre 2024.
3. Rappelons qu'il a démissionné au lendemain de la défaite du premier tour, le 24 novembre 2024, mais que cette dernière n'a pas été acceptée.
4. *Curtea Constituțională*.
5. Lei, unité monétaire roumaine ; 1 lei = 0,20 euro.
6. La déclassification a été effectuée le 5 décembre dernier, comme nous avons pu le constater dans la *presse nationale roumaine*, soit un jour avant l'annonce de la Cour constitutionnelle.

7. Les rapports sont téléchargeables sur différents [sites d'information](#), ainsi que sur le [site de la présidence roumaine](#).
8. Bogdan Peșchir, entrepreneur et financier, est désormais au cœur de l'enquête, à la suite à la déclassification des documents mentionnés ; des perquisitions ont eu lieu le week-end dernier dans la ville de Brașov.
9. *Serviciul de Telecomunicații Speciale*.
10. *Autoritatea Electorală Permanentă*.
11. *Echilibru și verticalitate*, l'un des principaux slogans de campagne du candidat pro-russe.
12. Éléments de la Cour constitutionnelle que nous avons pu consulter *via* la presse roumaine, ci-après sur la [chaîne Digi24](#).
13. Sondage d'intention de vote de l'[institut AtlasIntel](#) sur les intentions de second tour. Entre le 28 novembre et le 5 décembre (veille de l'annulation du scrutin), les courbes entre les deux candidats sont restées très proches et se sont croisées à plusieurs reprises. Les dernières estimations donnaient 48,6% pour Elena Lasconi et 46,4% pour Călin Georgescu. Dans ce sondage, 1,9% des électeurs ne se prononce pas et 3,1% indiquent voter blanc. Par ailleurs, la veille, le candidat pro-russe, pour le même institut, était en tête avec 47% d'intentions contre 43,8% pour la candidate d'USR. Nous étions clairement dans la marge d'erreur.
14. Notons cependant la déclaration de Victor Ponta, ancien dirigeant du PSD et ancien Premier ministre (2012-2015), qui a annoncé qu'il ne voterait pas pour Elena Lasconi. Si cette déclaration est restée marginale, voire très isolée dans le paysage politique des partis dits démocrates, il faut cependant souligner l'impact qu'elle peut avoir auprès d'une certaine frange de l'opinion. Notons également que le PSD se réunissait ce lundi 9 décembre pour évoquer son éventuelle exclusion du parti suite à ces déclarations. Au moment où nous écrivons ces lignes, la décision de son exclusion n'a pas encore été prise.
15. L'*Alianța pentru Unirea Românilor* (Alliance pour l'unité des Roumains), dont l'acronyme signifie « Or » en roumain, est un parti que nous pourrions qualifier d'ultra-conservateur, axé autour des valeurs religieuses, de la famille, hostile au progrès mais aussi à fort penchant complotiste et pro-russe, qui a émergé suite à la pandémie de Covid-19.
16. Andrei Ursulean, [Comunicat de presă: Biserica promovează pacea și unitatea, nu protestele și dezbinarea](#), 7 décembre 2024.
17. Digi24.ro, « [PSD, PNL, USR, UDMR și minoritățile anunță că fac majoritate împreună și vor un candidat comun la președinție](#) », 10 décembre 2024.
18. Alexandre Riou, [Roumanie : le séisme du premier tour de l'élection présidentielle](#), Fondation Jean-Jaurès, 5 décembre 2024.